



Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 23 août au 5 septembre 2017. Le prochain rapport sera publié vers le 18/9/2017.

Faits saillants

- D'autres sites des pêcheurs au bord du lac Albert sous menaces d'éboulement.
- Les premières interventions en vivres au profit des déplacés à Linga, cinq mois après leur déplacement.
- Le Territoire d'Irumu est classifié en phase 4 d'urgence alimentaire.

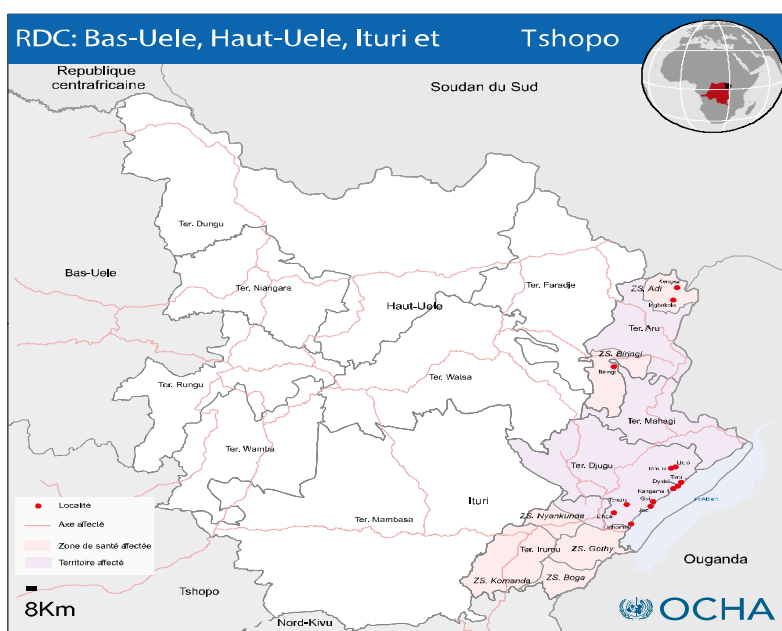
Aperçu de la situation

En Ituri, les autorités provinciales ont tiré une sonnette d'alarme sur plusieurs camps des pêcheurs, notamment dans la chefferie de Wangongo (Territoire de Mahagi), à Joo et Gbi (Territoire de Djugu), qui courent le risque de glissement de terrain. L'exécutif provincial entend faire une évaluation globale des risques dans la région située au bord du lac Albert ; cet exercice permettra d'identifier des sites à risque et des zones de relocalisation des populations. Joo et Gbi ainsi que plusieurs autres villages environnants avaient connu, en avril et mai 2016, des inondations qui ont causé la mort de plus de 20 personnes. Aussi, 15 000 personnes étaient sinistrées, des centaines d'hectares de champs immergés et plus de 1 000 cases détruites. Grâce à l'appui du CICR, la Croix rouge locale avait assisté environ 10 000 personnes en bâches et TROCAIRE était intervenu en vivres, non vivres, eau, hygiène et assainissement et éducation. Les autorités avaient également été recommandées de relocaliser les populations de ces villages vers des endroits appropriés répondant aux normes urbanistiques.

Pour rappel, le glissement de terrain, survenu le 17 août à Tara et dans d'autres sites environnants, a causé la mort de plus d'une trentaine de personnes et plus de 170 autres portées disparues. Le vice premier ministre en charge de l'intérieur et de la sécurité a apporté une première assistance aux sinistrés. Les gouvernements chinois, belge et sud-africain ont également promis d'apporter leur appui. Pour sa part, la communauté humanitaire entend assister environ 400 ménages. Cette assistance d'urgence en complément à l'aide apportée par le gouvernement central prévoit principalement une distribution en vivres, des interventions dans les domaines d'eau, hygiène et assainissement, articles ménagers essentiels, abris, soins de santé, etc.

[Selon les résultats du 15^{ème} cycle du Cadre Intégré de Classification de la Sécurité alimentaire \(IPC\)](#), 11% de la population rurale de l'Ituri (soit 113 728 personnes sur un total de 5 226 511) se trouvent en phase 4 d'urgence. La Zone de santé de Gety, en Territoire d'Irumu, est classée dans cette phase à cause, notamment, des conflits armés, la présence de personnes déplacées internes venues du Grand-Nord. Par ailleurs, les zones de santé de Boga, Komanda, Nyankundé se trouvent en phase 3 ; dans le Territoire d'Aru, les zones de santé d'Adi et Biringi sont classées en phase 3 et c'est pareil pour les zones de santé de Mambasa et Mandima dans le Territoire de Mambasa. Dans la Province du Bas-Uélé, 13% de la population (soit 155 325 personnes sur un total de 1 234 204) sont en insécurité alimentaire (Phase 3) alors que le Haut-Uélé compte 4% de la population (68 769 personnes sur 1 701 503) affectées par la crise alimentaire. Les résultats de ce 15^{ème} cycle de l'IPC sont valables de juin à décembre 2017.

Les incursions à répétition des rebelles et militaires sud-soudanais menacent la stabilité dans le Nord du Territoire d'Aru, dans l'Ituri. Les affrontements entre les rebelles et les troupes loyalistes, signalés le 26 août dernier dans une localité sud soudanaise limitrophe de la région de Kengezi (Territoire d'Aru), avaient fait replier les militaires de de Soudan People's Liberation Army (SPLA) sur le sol congolais. Cette forte présence militaire sud soudanaise avait créé la panique au sein des populations congolaises qui s'étaient préventivement déplacées de la région de Kengezi



Les frontières et les noms indiqués ainsi que les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nation Unies. Source (s) : OCHA & Partenaires

vers Ingbokolo et Kendriyo (environ 80 km au nord d'Aru centre). Présentement l'on assiste à une accalmie dans la zone. La communauté humanitaire ne cesse de plaider auprès des autorités provinciales, de la MONUSCO et des FARDC pour un renforcement de la position des militaires le long de la frontière afin d'assurer la protection des civils et des réfugiés. Si ces incursions persistent, le Territoire d'Aru risque de basculer dans la déstabilisation alors qu'il a demeuré une zone hors conflit depuis près d'une décennie et a plus besoin de programme de développement. La Province du Haut-Uélé est aussi affectée par le contexte sécuritaire du Soudan du sud, où les éléments armés sud soudanais sont fréquemment signalés dans les villages congolais.

Selon le Suivi de Protection, la situation de protection des civils n'a pas connu d'avancées significatives dans les provinces de l'Ituri et de deux Uélé au mois d'août 2017. Quelque 3 008 incidents de protection ont été rapportés contre 2 587 au mois de juillet, soit une hausse de 421 incidents. Les violations du droit à la propriété ont été plus enregistrées avec 1 273 cas. Ceci est dû à la poursuite des pillages des biens des civils par des groupes armés (FRPI, Mayi-Mayi et LRA) et des cas d'extorsions de biens des civils par certains éléments de FARDC et PNC au niveau des différents points de contrôle. Elles sont suivies des atteintes au droit à la liberté avec 684 cas et en troisième position, les atteintes au droit à l'intégrité physique et à la vie avec 596 cas. En quatrième position viennent les violences sexuelles et sexistes avec 446 cas rapportés, dont 182 viols.

Besoins et Réponses humanitaires



Sécurité alimentaire

- Au mois d'août, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a distribué des vivres à plus de 4 000 personnes déplacées à Linga et d'autres villages environnants du Territoire de Djugu. Cette assistance est la deuxième après celle intervenue en juillet dans les mêmes localités en faveur des mêmes bénéficiaires, victimes des conflits fonciers survenus en mars dernier entre deux villages, Tchulu et Lodjo (situés à environ 140 km au nord de Bunia). Ces conflits avaient entraîné le déplacement de plus de 9 000 personnes à Linga et dans plusieurs autres localités, l'incendie d'environ 1 000 maisons, la destruction de trois établissements scolaires et la dévastation des champs. Les deux distributions du PAM constituent la principale intervention en faveur de ces personnes affectées. Toutefois, d'autres besoins ne sont pas encore couverts, notamment en abris, articles ménagers essentiels, en éducation, eau, hygiène et assainissement. D'autre part, l'ONG AJEDEC note que près de 40 % des déplacés auraient déjà amorcé un retour dans leurs milieux d'origine (Tchulu et Lodjo). Il y a nécessité pour les acteurs humanitaires d'envisager un paquet pour accompagner ce mouvement de retour.
- Au courant de ce mois de septembre, le PAM a planifié une assistance à travers le cash transfert au profit d'environ 30 000 réfugiés sud-soudanais à Meri (Haut-Uélé) et Biringi (Ituri). En plus, 150 tonnes de vivres seront distribuées à quelque 14 000 de ces bénéficiaires. A ce jour, les provinces de l'Ituri et du Haut-Uélé hébergent plus de 83 000 réfugiés sud-soudanais.
- Sur financement du Fonds Humanitaire, l'ONG LWF a organisé une distribution des intrants agricoles et outils aratoires en faveur des déplacés et communautés d'accueil des axes Komanda – Luna et Tchabi – Bwakati du 18 au 25 août. Au total 1 684 ménages ont reçu des semences de maïs (de variété Bambou) et de haricot (variétés Kablangeti, Kademai, Makila). Cette assistance, qui vise à renforcer les moyens de subsistance des groupes vulnérables, entre dans le cadre du projet d'Assistance humanitaire d'urgence en Articles ménagers essentiels et Sécurité Alimentaire en faveur des déplacés et autres populations vulnérables dans les territoires de Beni au Nord Kivu, Irumu et Mambasa en Ituri de janvier à décembre 2017.

Chiffres clés

324 370

personnes déplacées internes enregistrées dans le Haut-Uélé, en Ituri et dans la Tshopo au 25 juin 2017.

68 960

personnes retournées dans leurs milieux d'origine entre janvier 2016 et juin 2017.

83 226

réfugiés sud-soudanais enregistrés dans le Haut-Uélé et en Ituri au 15 août 2017.

113 728

personnes en phase 4 d'urgence dans le Territoire d'Irumu, selon le 15^{ème} cycle de l'IPC de juin à décembre 2017.

3 640

cas de violence sexuelle basée sur le genre enregistrés dans les provinces du Bas-Uélé, du Haut-Uélé et de l'Ituri en 2016.

S

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Idrissa Salam Conteh, Chef de Sous-bureau, OCHA Ituri, Haut et Bas-Uele & Tshopo, conteh11@un.org, tél. +243 81 988 9177

Yvon Edoumou, Chargé de l'Information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, tél. +243 81 706 1213

Serge le Grand Mabaluka, Reporting Assistant, OCHA Bunia, mabaluka@un.org, tél. +243 81 706 1310, +243 99 884 5572

Pour plus d'informations, consultez : Humanitarianresponse.info/RDC; www.reliefweb.int; www.unocha.org